

Esther Benbassa: Le parti des écologistes pousse une intellectuelle au Sénat via le Val de Marne

Spécialiste de l'histoire du judaïsme et de l'histoire comparée de minorités, auteur d'une vingtaine d'ouvrages traduits dans diverses langues, Esther Benbassa est candidate (EELV) sur la liste sénatoriale de la gauche val-de-marnaise. Dans cette interview à "Première Heure", elle explique son parcours intellectuel et politique, et répond à certaines objections dont sa candidature a fait récemment l'objet.

Hervé Guénot

Première Heure : Au terme de quel processus avez-vous été désignée pour représenter les Verts aux sénatoriales ?

Esther Benbassa : Je suis directrice d'études à l'École Pratique des Hautes Études, en Sorbonne, et je dirige un centre de recherche travaillant beaucoup sur la question des minorités. Je suis par ailleurs cofondatrice du Pari(s) du Vivre-Ensemble, qui s'est investi dans les questions d'immigration, de lutte contre les discriminations, les racismes et l'exclusion, et de la juste représentation des minorités visibles en politique. J'œuvre depuis des années pour un rapprochement entre juifs et musulmans et pour la création d'un État palestinien à côté d'Israël. Actions de terrain, interventions dans le débat public et les médias, ouvrages de fond, j'ai mené cela de front, ainsi qu'en témoigne par exemple le "Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations" que j'ai dirigé : c'est une première en Europe (paru chez Larousse en 2010). Et c'est cela qui a conduit EELV à me solliciter. Je lui en suis gré, d'autant qu'il est rare, aujourd'hui, que les partis politiques fassent appel aux intellectuels, même s'ils ont été nombreux, dans le passé, à siéger à l'Assemblée nationale ou au Sénat. EELV est très sensible aux questions des discriminations, des racismes ou de l'exclusion. Elle prône depuis longtemps la parité femme/homme et veille à faire accéder des militants issus de la "diversité" à des postes de responsabilité. C'est aussi cela qui m'a convaincue de m'engager dans ses rangs. Je suis moi-même une immigrée ayant choisi la France par affinité culturelle. Mon itinéraire personnel et mes combats m'ont sensibilisée à des questions de société sur lesquelles je compte, avec EELV, m'engager avec la détermination qui est la mienne, si je suis élue sénatrice. Je suis apparue dans les trois scénarii sénatoriaux élaborés par la commission électorale

d'EELV pour le conseil fédéral. Le scénario voté le 30 janvier, qui m'investit dans le Val-de-Marne, a recueilli 60% des voix au premier tour.

P.H. : Comment se sont élaborées vos convictions écologistes ?

E.B. : Je ne suis certes pas une écologiste chevronnée, j'ai encore beaucoup à apprendre. Mais mes choix politiques recourent depuis longtemps ceux d'EELV. L'écologie, c'est la lutte contre le nucléaire, contre l'exploitation du gaz de schiste, pour le développement durable, etc., et j'entends bien y participer. Mais l'écologie politique n'est pas que cela. Si EELV veut devenir un parti de gouvernement comme les Grünen en Allemagne, il ne peut faire l'impasse sur les questions de société et de politique internationale.

P.H. : Certains estiment à EELV que, étant parisienne, vous êtes parachutée dans le Val-de-Marne au détriment des militants du terrain. Qu'en pensez-vous ? Est-ce un gros reproche à vos yeux ?

E.B. : J'ai travaillé hors de Paris pendant une bonne quinzaine d'années et je me perçois plus comme francilienne que comme parisienne. On ne peut non plus réduire les élections sénatoriales à un scrutin territorial, sauf à amputer le sénateur de son rôle national. Certes, les militants ont le droit d'être récompensés de leur travail au quotidien pour le parti, mais ils peuvent aussi comprendre que l'exigence d'ouverture - qui prévient les risques de sclérose que l'endogamie fait courir à tous les partis - justifie certains choix. On ne peut pas à la fois venir de la société civile et avoir été un militant. Le conseil fédéral d'EELV a tranché. Et ce n'est certes pas au PS ou au PC de s'immiscer dans ce choix.

P.H. : Est-ce que vous connaissez le département ? Avez-vous des liens avec lui ?

E.B. : Je sillonne le Val-de-Marne depuis des mois. J'ai rendu visite à

nombre de maires, notamment socialistes ou apparentés. J'ai rencontré des militants et des élus EELV. Ils m'ont fait part des problèmes du département, comme la déviation de la 2ème tranche de la RN 19 ou la question du domaine du Piple (défendre un parc de 118 ha sur la communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne, NDLR). J'aimerais aussi rencontrer des élus communistes, mais j'attends que les tensions post-cantonales se calment un peu. Cela viendra, j'y compte bien.

P.H. : Comment allez-vous structurer votre action au Sénat pour défendre le Val-de-Marne ?

E.B. : Si je suis élue, je créerai une permanence dans le département. Mon actuel directeur de campagne est implanté à Ivry et jouera par la suite un rôle d'interface important. J'entends par ailleurs être moi-même présente, disponible, à l'écoute, toujours prête à défendre les intérêts des Val-de-Marnais. Et être, à la fois, sénatrice du Val-de-Marne et sénatrice de la nation.

P.H. : Quel est votre sentiment sur le vif débat à gauche concernant la place d'EELV sur la liste sénatoriale de gauche ? Le PS et les Verts veulent que le siège d'EELV soit en n°2, donc éligible, et le PCF-FG en arguant de ses bons résultats aux cantonales, veut reléguer EELV en n°4, position dont l'élection est moins assurée.

E.B. : Dans le contexte politique actuel, je déplore qu'on envisage de revenir sur des accords conclus avant les cantonales. EELV occupait, sur la liste de gauche, la deuxième place, il doit la conserver. La politique politicienne et les petits calculs personnels ne sont pas de mise en ces moments où le pays vit une crise énorme et où les électeurs marquent tant de défiance à l'égard des politiciens professionnels. Nous devons faire basculer le Sénat à gauche, nous ne pouvons donc nous permettre de risquer de perdre un seul siège. Ni le PS, ni le PC, ni EELV ne veulent cela. Conjuignons donc nos forces en respectant nos accords. Si le Sénat bascule à gauche, nous pourrions faire avancer les causes qui nous sont chères, y compris si, par malheur, Nicolas Sarkozy restait au pouvoir.

P.H. : Pensez-vous être à même d'exercer un mandat sénatorial sans avoir exercé auparavant un mandat local ?

(suite en page 10)

E.B : On ne naît pas homme ou femme politique, on le devient, et je pense avoir l'outillage intellectuel et la volonté nécessaires pour le faire. En même temps, je compte bien rester comme je le suis, passionnée, franche, travailleuse et dotée d'humour. Je serai, si je suis élue, une femme sénatrice, bataillant avec ses qualités et ses défauts, consciente qu'on apprend tous les jours et de tout le monde, et que rien ne peut se faire sans l'imagination et l'action des militants et des citoyens.

P.H : Pourquoi vouloir exercer un mandat politique ?

E.B : Je souhaite porter plus haut mes engagements. Faire entendre la voix des oubliés de la nation, de ses discriminés, de ses exclus, de ses stigmatisés. Et c'est justement parce que j'ai une vie universitaire accomplie que je peux sans regrets m'ouvrir à autre chose. Servir les contribuables, surtout les plus fragiles et les plus démunis, qui ont payé jusqu'ici mon salaire de professeur, et leur retourner en quelque sorte, même modestement, leur dû, en défendant leurs intérêts au Sénat. **HG**

Vincennes/cinéma/donjon. La ville organise cette année une 6ème "Toile sous les étoiles" avec la collaboration du Centre des monuments nationaux. La diffusion des films a lieu aujourd'hui et demain dans la cour d'honneur du château de Vincennes, avec un donjon mis en valeur par les lumières du collectif Alambic. Des chaises et transats seront disponibles. Le thème des films projetés cette année est celui de la voix, au centre de la saison culturelle vincennoise : voix de Farinelli, des choristes...

St-Maur/histoire. Le "Passeport pour la mémoire" vient d'être inauguré à l'Hôtel national des Invalides en avant-première avec la commune. Ce passeport est une opération de mémoire de portée nationale ciblant les jeunes. Destinée à développer leur intérêt pour l'histoire en les incitant à participer aux cérémonies commémoratives nationales, le "Passeport pour la mémoire" est matérialisé par un livret éponyme qui sera tamponné à l'issue de chaque participation à une cérémonie nationale ou bien après une quête en faveur du Bleu et de France. Après avoir participé à 10 commémorations ou quêtes, le jeune détenteur du "Passeport pour la Mémoire" se verra attribuer une médaille émise par la mairie de sa commune, destinée à symboliser sa participation au devoir de mémoire.

Maires 94 : Régis Charbonnier succède à Jean-Marie Brétilon

Les maires du Val de-Marne réunis en AG à l'hôtel du département de Créteil ont élu le nouveau CA et leur nouveau président, Régis Charbonnier, maire (PS) de Boissy-St-Léger qui remplace le maire (UMP) de Charenton, Jean-Marie Brétilon. La secrétaire Françoise Baud, maire de Valenton, et le trésorier Jean-Claude Gendronneau, maire de Santeny. Membres du CA : Pierre Gosnat, maire d'Ivry, Laurent Cathala, maire de Créteil, Richard Dell'Agnola, maire de Thiais, Laurent Lafon, maire de Vincennes, Joseph Rossignol, maire de Limeil-Brévannes, Jean-Pierre Spillbauer, maire de Bry, Patricia Tordjman, maire de Gentilly, Jean-Marie Brétilon, maire de Charenton. Les membres ont également approuvé à l'unanimité le rapport d'activité et financier de l'année écoulée sous le mandat de M. Brétilon. Des perspectives pour l'année à venir ont été évoquées, notamment la création d'un site internet. Egalement, deux voyages d'études des maires sont envisagés : le 26 septembre 2011 visite de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine et journée d'étude à Grenoble le 19 octobre.

Valophis Habitat. Jean-Jacques Bridey, vice-président (PS) du conseil général et maire de Fresnes, a été réélu, à l'unanimité, président de Valophis Habitat, Office public de l'habitat du Val-de-Marne. M. Bridey préside Valophis Habitat depuis octobre 2002. Daniel Davisse, maire de Choisy-le-Roi, a été réélu lui aussi à l'unanimité, à la vice-présidence. Valophis Habitat gère un patrimoine de 32.700 logements: il est dirigé par Stéphane Dambrine.

Prix universitaires. Le Prix de l'Université du CG 94 pour 2010-2011 vient d'être attribué. Cette année, le nombre de candidatures (52) a augmenté. Ces travaux de recherche ont été soutenus dans 13 établissements différents de la région parisienne. Ils vont du mémoire de master à la thèse de doctorat. 7 lauréats sont répartis en quatre 1ers prix ex-aequo (3.000E chacun) et trois 2èmes prix ex-aequo (2.000E chacun), soit un montant total de 18.000E. Les premiers prix ex-aequo sont : Marie-Agnès Dequidt, pour sa thèse de doctorat de l'Université Paris-Est en histoire moderne : "Temps et Société : les horlogers parisiens (1750-1850)". Guilhem Frescaline pour sa thèse de doctorat de l'Université Paris-Est en sciences : "Potentialisation des propriétés de cellules souches mésenchymateuses par des mimétiques de glycosami-noglycannes et leur application en thérapie osseuse en association à des biomatériaux." Mohamed Guerouache, pour sa thèse de doctorat de l'Université Paris-Est en chimie et science des matériaux : "Synthèse de nouvelles phases monolithes versatiles à base de N-acryloxysuccinimide pour l'électrochromatographie." Pieralberto Sicbaldi pour sa thèse de doctorat de l'Université Paris-Est en mathématiques

Samu Social L'Association des élus communistes et républicains pro-

teste contre "la réduction drastique par l'Etat des crédits alloués aux associations qui gèrent l'hébergement d'urgence, réduction qui rompt avec l'obligation d'accueil inconditionnel des personnes sans abris régit par l'article 345-2 du Code de l'action sociale et de la famille". Selon l'ADECOR, dans le Val-de-Marne, la Croix rouge, gestionnaire du Samu social et du 115, disposait jusqu'à présent de 750 nuitées d'hôtels pour faire face aux situations d'urgence. L'Etat lui a demandé de réduire de 66% le nombre de nuitées quotidiennes. De plus, les budgets des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ont été revus à la baisse de 10% rendant ainsi encore plus difficiles les missions d'insertion des personnes en difficulté.

Aroucil/Sécu. Daniel Breuiller, le maire (EELV), ne décolère pas contre la CPAM. A propos de la fermeture du centre de sécurité sociale à Arcueil, il demande : "De qui se moque-t-on ?" Car en réponse à une de ses lettres il a reçu de la CPAM 94 "un bel exemple de la novlangue bureaucratique." Selon M. Breuiller, alors que la raison d'être essentielle de ce centre de proximité est d'accueillir des personnes âgées ou fragiles ou non francophones ayant du mal à se déplacer et à se repérer dans le maquis administratif des droits et devoirs des assurés, "sa fermeture est présentée comme une 'offre de service renouvelée'". Cette "offre de service renouvelée", explique-t-il dans un communiqué, consiste à compter de juillet en une "permanence sous forme d'une camionnette présente 2 heures par semaine le lundi matin à Aroucil et, le reste du temps, un éloignement de l'accueil physique à Villejuif." Selon M. Breuiller, "on frise carrément l'indécence quand ce dépeçage du service public local est justifié par le recul de la précarité dans le département".